

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 19 (1961)

Heft: 4

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bibliographie

Aménagement régional et démocratie économique¹

Ce supplément annuel 1960 d'*Economie et Humanisme*, consacré à *l'aménagement régional*, s'attache plus particulièrement aux problèmes français tout en dégageant et définissant des notions d'ordre général.

L'introduction met en lumière les deux camps dans lesquels se rangent actuellement les économistes sur le plan théorique, les uns ramenant la politique de l'aménagement essentiellement à un problème de calcul économique, les autres envisageant plutôt *l'aménagement régional dans ses relations avec l'homme*, sans nier toutefois les lois économiques et leurs exigences.

Après avoir reconnu avec M. Robert Caillot l'urgence d'un aménagement régional en France, l'étude aborde les choix fondamentaux que l'économiste doit faire en matière d'aménagement. Jean Labasse estime qu'en Europe le réalisme est du côté de ceux qui affirment le primat de l'homme-habitant car *l'homme doit être considéré comme habitant avant de l'être comme producteur*. A son tour, J.-M. Albertini prend la plume pour s'occuper des pôles de développement. Il les définit, les explique et montre comment ils doivent être liés à une activité motrice pour être capables de servir de base à une série de localisations successives. L'auteur met aussi en lumière la différence existant entre la dissémination et la décentralisation, différence que beaucoup ne font pas ou ignorent même.

Dans la seconde partie de la publication, J. Chaumeny fait l'inventaire des instruments actuels de l'aménagement régional en France. Jean Labasse dégage ensuite les critères permettant de définir un cadre régional. Il lui semble que la région « doit être suffisamment vaste pour embrasser des solidarités complexes, point trop afin que le sentiment communautaire y soit perçu par les personnes à partir de relations coutumières d'ordre économique et social »². M. Jean Souzay relève les défauts de l'administration tout en suggérant les voies d'une évolution souhaitable, alors que R. Caillot consacre le dernier article de ce cahier à *la nécessité de la participation active de la population à l'aménagement régional*. Les régimes politiques et sociaux doivent dépasser, selon lui, le stade embryonnaire actuel, c'est-à-dire le stade électif. M. Robert Caillot pense que la solution se trouve plus dans une perspective démocratique que républicaine; *la démocratie économique loin d'être une utopie relève d'un réalisme profond en reposant avant tout sur la participation active de la population*.

C'est avec profit que tous ceux qui s'intéressent aux questions d'aménagement régional liront ce numéro supplémentaire d'*Economie et Humanisme* qui traite de nombreuses questions, d'une actualité aussi bien théorique que pratique.

A. HILFIKER.

¹ *Economie et Humanisme*, n° 127, supplément annuel 1960, 96 p.

² Cit. p. 70.

Les villes et leur attraction commerciale¹

Depuis plusieurs années déjà, d'intéressantes recherches concernant la détermination et la connaissance des *zones d'attraction commerciale* ont été entreprises dans plusieurs pays. Cette publication de 12 pages de la CCI tente de faire une synthèse des différentes enquêtes pratiquées dans les onze pays suivants: Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Unis et Suède.

M. Michel David, le rapporteur du Comité des statistiques de la distribution de la CCI à Paris, a établi ce rapport qui s'adresse plus aux industriels, commerçants et hommes d'affaires qu'aux économistes et techniciens.

Dans la première partie, M. David constate que les études de la zone d'attraction d'une ville est un genre d'étude pour lequel il existe déjà des chercheurs spécialisés qui travaillent de façon systématique dans plusieurs pays, dans le cadre des universités, des services publics de statistiques, d'entreprises industrielles et commerciales, etc.

Le rapport de la CCI met en lumière, dans sa deuxième partie, la différence existant entre la délimitation de la zone et la recherche du contenu de cette zone. Certains ne s'occupent que de la délimitation, première étape du travail, alors que d'autres se livrent à des études plus approfondies.

Les méthodes et techniques de recherche employées font l'objet de la troisième partie où l'on nous présente aussi les formules mathématiques des spécialistes américains Reilly et Converse. L'intérêt de ces formules, appliquées entre autres aux Etats-Unis et en Italie, est indéniable mais insuffisant pour une bonne connaissance de la zone d'attraction. Il faut en effet tenir compte de facteurs et de causes dont l'énumération fait l'objet de la quatrième partie du rapport. Les excellentes indications du Comité national danois ont permis de dresser cette liste qui sans doute n'est pas exhaustive.

M. David termine son rapport par une cinquième partie consacrée à l'intérêt des études de zone d'attraction commerciale et énumère plusieurs domaines pour lesquels ces études sont d'un intérêt indéniable.

La publication de la CCI se termine par deux annexes: la première est un tableau des organismes signalés par l'enquête et effectuant dans neuf pays des recherches sur le problème des zones d'attraction commerciale et la seconde est consacrée à une bibliographie sommaire relative aux études et recherches publiées sur le problème des zones d'attraction.

En bref, cette publication est d'un intérêt certain pour tous ceux qui font des recherches dans le domaine de l'attraction commerciale; comme le dit M. Michel David à la fin de son rapport: « La connaissance des limites et du « contenu » de la zone d'attraction commerciale permet aux commerçants, de mieux savoir pour qui ils travaillent, à quel public ils s'adressent, aux industriels, d'avoir une meilleure vue de leurs débouchés dans la région déterminée, et aux publicitaires de mieux organiser leur action. »

A. HILFIKER.

La prévention des naissances²

Poursuivant sa célèbre collection, l'INED a publié, au courant de l'année passée, un livre digne d'intérêt sur un sujet non moins passionnant. Dans les pays d'expression

¹ Chambre de commerce internationale: *Les villes et leur attraction commerciale — Technique d'étude de la zone d'attraction commerciale*, Paris, 1959.

² H. BERGUES, PH. ARIES, E. HELIN, L. HENRY, R. P. M. RIQUET, A. SAUVY, J. SUTTER: *La prévention des naissances dans la famille*, Presses Universitaires de France, Paris, 1960, 400 p. Institut national d'études démographiques.

française, la *prévention des naissances* dans la famille a toujours été un sujet tabou et les auteurs l'abordèrent très rarement de face; c'est pourquoi, nous ne possédons que fort peu de données sur ce problème en Europe occidentale.

L'ouvrage sur la prévention des naissances, fruit d'une parfaite collaboration de chercheurs, se propose de combler cette lacune. La première partie, la plus importante, est un patient travail de recherches systématiques sur tous les auteurs qui, dès le moyen age, ont abordé, de près ou de loin, la question. Les sources sont variées à l'infini; ainsi, dans cette abondante documentation, voisinent Rabelais et saint Augustin, Voltaire et Pie XII et nombre d'auteurs que l'on penserait éloignés d'un tel sujet.

Les trois cents pages de cette première partie sont dues à Mme Bergues qui a pris soin de grouper ses recherches autour de grands thèmes: position des médecins, attitude de l'Eglise, prostitution, pratiques antinatales, etc. C'est un travail descriptif, minutieux, où le dépouillement des textes historiques renouvelle les prises de position du passé vis-à-vis de la prévention des naissances.

La seconde partie est consacrée à l'interprétation. Philippe Ariès donne « une interprétation pour une histoire des mentalités ». Pour cet auteur, l'évolution des mœurs et les changements dans l'institution familiale, surtout en ce qui concerne le rôle de l'enfant, ont permis l'utilisation des contraceptifs dans l'union conjugale, alors que seules les prostituées usaient de cette pratique. Cette évolution sociologique repose sur une nouvelle « politique familiale » et c'est dans la famille qu'il faut en chercher l'explication véritable: «... l'apparition d'une mentalité malthusienne coïncide, après un retard compréhensible, avec une transformation profonde des structures familiales. »

Le Révérend Père Riquet, dont on connaît déjà la position sur les problèmes de démographie, aborde le sujet au « point de vue de l'historien et du théologien catholique ». Le Révérend Père met en relief le rôle de l'Eglise catholique au cours de cette évolution et précise le sens du « Croissez et multipliez-vous ». L'Eglise n'est pas « populationiste », car si elle encourage l'épanouissement sexuel de l'homme et de la femme par le mariage, elle a toujours fait une grande place, dans sa doctrine, au célibat et à la limitation ou régulation des naissances. Elle s'oppose ainsi à la pusillaminité égoïste du contrôle des naissances par des procédés contraceptifs.

Le Dr Jean Sutter s'attaque, quant à lui, à la diffusion des méthodes contraceptives. Cette diffusion reste favorisée, surtout en France, par l'affaiblissement des pratiques religieuses; d'autre part, à mesure que les progrès de la médecine permettent de sauver l'enfant de la mortalité infantile apparaît une diminution sensible du nombre des naissances au sein de la famille.

Louis Henry traite de l'apport du témoignage de la statistique. En effet, à côté des témoignages « littéraires » qu'en est-il des recherches scientifiques ? Nous ne disposons, hélas, que d'une dizaine d'études, d'où la nécessité impérieuse de poursuivre les efforts dans ce domaine.

Comme il est impossible de conclure ou d'échafauder une synthèse, Alfred Sauvy, dans un dernier chapitre, tente de donner une vue d'ensemble de l'état du problème de la prévention des naissances et surtout indique les recherches qu'il reste à faire pour relier cette phase historique aux problèmes contemporains.

A. FAVIERE.

Prévoyance sociale en Italie¹

Cette brochure, publiée il y a déjà quelques mois, n'a pas d'autre ambition que de faire connaître le *système italien de prévoyance sociale*. Traitant le secteur privé dans une première partie, le secteur public dans une seconde, elle est complétée par plusieurs tableaux récapitulatifs où sont indiqués les risques courus, les catégories protégées et les organismes gestionnaires.

Le système social italien couvre actuellement la presque totalité des travailleurs, tant salariés qu'autonomes. Cette protection est assurée au moyen de régimes obligatoires dont les aspects juridiques sont souvent fort différents. Le principal souci des promoteurs est de suivre les exigences de chaque catégorie professionnelle. Cette caractéristique donne au système italien une foule de possibilités.

Comparé à d'autres systèmes européens, le financement italien repose surtout sur la participation patronale mais le montant des prestations reste proportionné à l'effort des versements du salarié, avec ceci de particulier que les prestations peuvent être, selon les cas, proportionnelles au salaire ou fixes.

Exception faite de l'assurance invalidité, vieillesse et survie, le principe de l'automaticité du droit aux prestations s'applique à toutes les formes d'assurance sociale.

Quant au système financier, il est basé sur le principe de la répartition. Seules les cotisations de base qui représentent une très faible proportion dans l'ensemble des cotisations restent gérées par le principe de la capitalisation.

A l'heure où la Suisse emploie plusieurs milliers de travailleurs d'origine italienne et fait de plus en plus appel à cette main-d'œuvre, la présente brochure aura l'avantage de mieux faire comprendre les questions que posent très souvent les Italiens face au « système social » helvétique.

A. FAVIERE.

Mortalité infantile²

Cet ouvrage, le trente-sixième de la collection des travaux et documents de l'INED traite un aspect très particulier de la démographie: la *mortalité infantile*. L'enquête, délimitée géographiquement à deux départements du nord de la France, cherche à dégager les facteurs sociaux et culturels qui peuvent influencer la mortalité infantile. L'enquête, menée sur le terrain, confère à ce rapport un caractère original, à côté d'autres études plus théoriques: il nous restitue le climat psycho-sociologique des familles du Nord de la France.

Il y a quelque cinquante années, sur mille enfants nés vivants, cent cinquante mouraient avant d'avoir atteint l'âge d'une année. Actuellement, dans la plupart des pays européens, le taux de mortalité infantile est tombé en dessous de 30‰. Mais cette magnifique évolution ne doit pas cacher et faire oublier les régions où le mal est encore grave.

Cette inégalité régionale, que ce soit en France, en Belgique, en Allemagne ou ailleurs, n'est pas toujours due, comme on pourrait le penser, à une inégalité sociale. Le niveau de

¹ Istituto nazionale della previdenza sociale: *Le Système italien de Prévoyance sociale*, Rome, 1959, 63 p.

² A. GIRARD, L. HENRY et R. NISTRI: *Facteurs sociaux et culturels de la mortalité infantile. Une enquête sur le comportement des familles dans le Nord et le Pas-de-Calais*, Presses Universitaires de France, Paris, 1960, 211 p. Institut national d'études démographiques.

vie et la protection sociale influencent certes les taux, mais l'éducation de la mère dans les soins aux enfants est déterminante, et c'est ce qu'a voulu montrer l'étude en question.

Les résultats de l'enquête sont saisissants: 77 % des femmes d'ouvriers et 62 % des femmes d'employés accouchent à domicile. L'hygiène des biberons laisse souvent à désirer et les enquêteurs ont constaté la distance qui existait entre les notions de propreté et d'hygiène. Ne voit-on pas encore 50 % des enfants user de la sucette ? Les carences de l'éducation maternelle sont inquiétantes et les jeunes mères du Nord de la France ignorent les règles élémentaires de la puériculture: 10 % n'ont jamais donné de bain à leurs nouveau-nés. Quant au régime alimentaire, 64 % des familles ouvrières et 63 % des familles d'employés usent d'un régime que les pédiatres qualifient de « mauvais ».

Cet ouvrage, destiné avant tout aux spécialistes, rendra service aux médecins, aux assistantes sociales et à tous ceux que l'enfance intéresse, car si l'interprétation des résultats est malaisée, il montre la somme d'efforts qu'il reste à faire pour sauver nombre d'enfants de la mort due à l'ignorance.

A. FAVIERE.

Nouveaux aspects de la théorie de l'emploi¹

L'ouvrage du professeur Bettelheim fait partie d'un groupe de cours donnés par l'auteur. Les *Nouveaux aspects de la théorie de l'emploi* s'adressent à des économistes, ou du moins à des personnes possédant déjà de solides notions économiques et familiarisées avec les problèmes de l'emploi, de l'investissement et de la croissance du revenu national.

Le professeur Bettelheim s'est efforcé de synthétiser les diverses théories existantes de l'emploi et de les présenter de façon la plus schématique possible, c'est-à-dire par des formules mathématiques. Ce procédé permet de traiter à la fois les théories classiques, marxistes et keynésiennes en quatre-vingts pages polycopiées !

Cette étude se divise en sept chapitres, à savoir: un examen rapide des trois principales théories de l'emploi; une analyse des critiques généralement adressées à la théorie générale; une présentation des théories du multiplicateur telles qu'elles ont été formulées par Keynes, Machlup, Haberler, J. Robinson, Lange, Samuelson, etc. (Ce chapitre porte également sur la théorie du revenu soutenue par Goodwin et sur les conceptions de Mstislavsky); une analyse de l'égalité épargne-investissement, telle qu'elle a été admise par Keynes, puis remaniée et reprise par nombre d'économistes, suédois entre autres; un examen du *principe d'accélération* qui suppose que l'investissement est fonction non pas du revenu courant ou de la consommation courante, mais de la variation de la demande courante des biens de consommation, et enfin, en conclusion, le dernier chapitre propose une synthèse du concept du multiplicateur et du principe d'accélération.

Pour Bettelheim, les théories analysées ont le mérite d'être au niveau de la macro-économie, d'avoir réintroduit le *temps* dans leur raisonnement et de proposer des « modèles » économiques. Par contre, il désapprouve leur abstraction, les relations de caractère trop subjectif qu'elles invoquent, un usage abusif des grandeurs monétaires, une simplification excessives des « données ».

¹ CH. BETTELHEIM: *Nouveaux aspects de la théorie de l'emploi*, Centre de documentation Universitaire, Paris, 1952.

On pourrait reprocher au professeur Bettelheim d'avoir évoqué beaucoup de théories sans les critiquer toujours en profondeur. L'auteur s'est garanti contre une telle remarque en reconnaissant dans l'introduction que son but « n'est en aucune façon de se livrer à une étude exhaustive de ces conceptions ».

Mme L. RAISSIS.

La décision d'investir¹

Sans doute, MM. Harold Bierman et Seymour Smidt se sont-ils inspirés de l'adage: « Ce qui se conçoit bien se formule aisément » ? Leur ouvrage, *The Capital Budgeting Decision*, s'avère être un modèle de limpidité et de simplicité; aucun pédantisme, aucune abstraction qui ne soit indispensable, mais au contraire un style imagé et de nombreux exemples pratiques. Cet ouvrage s'adresse à tous ceux que les problèmes d'investissement ou de gestion de l'entreprise intéressent et plus particulièrement aux hommes d'affaires et aux entrepreneurs.

Si les auteurs se sont généralement mis à la portée de tous, ils n'en ont pas moins fait un travail réellement instructif et constructif. L'ouvrage commence par une *analyse critique des diverses méthodes de recherche du meilleur type d'investissement*. Les auteurs démontrent que parmi les six méthodes examinées et couramment employées celle qui peut l'être avec le plus d'exactitude et le moins de risque est celle de *l'actualisation de tous les montants déboursés ou à percevoir* se rapportant directement ou indirectement à l'investissement envisagé (méthode de « present value »).

Bierman et Smidt nous proposent donc de calculer un *budget prévisionnel* supposant une évaluation à l'époque présente de tout ce qu'un investissement peut coûter ou rapporter au cours des années à venir.

Pour être parfaitement rationnel, le type d'investissement choisi doit généralement l'être parmi diverses possibilités, toutes examinées et comparées puis classées en fonction de leur tendance vers un optimum d'exploitation. De plus, l'entrepreneur devra tenir compte du coût du capital investi — y compris celui de l'autofinancement — et d'un ordre de priorité ou de complémentarité si les montants dont il dispose sont limités.

En dernier lieu, ce livre nous propose toute une série de schémas et de méthodes aptes à faciliter le choix et le calcul des investissements envisagés, cela grâce à une série de tables actuarielles incluses en appendice.

D'une très grande portée pratique, ce livre a le mérite de répondre aux problèmes et aux nécessités modernes de la gestion des entreprises. De nombreuses entreprises américaines, notamment dans les secteurs du pétrole, de la chimie et de la distribution, appliquent le concept d'*actualisation* pour prendre leurs décisions d'investissements; cette méthode est aussi utilisée de plus en plus par des maisons européennes et de grandes firmes suisses l'ont introduite récemment. L'ouvrage sous revue répond donc à un besoin immédiat.

Mme L. RAISSIS.

¹ H. BIERMAN Jr. et S. SMIDT: *The Capital Budgeting Decision*, The Macmillan Company, New York, 1959.

Les échanges internationaux au XX^e siècle¹

La collection « Commerce et Industrie », créée et dirigée par Benjamin Læderer, éditeur à Genève, a publié récemment un ouvrage de la plus grande actualité. Sans doute, n'était-il pas possible de traiter en quelque deux cents pages tous les aspects des échanges internationaux. Du reste, M. Albert Masnata, dans son avant-propos, le dit clairement: « C'est dans le sens d'une « introduction » aux problèmes que posent les échanges internationaux à l'époque contemporaine qu'il faut apprécier ce livre. »

Chacun est conscient de l'importance toujours plus grande des échanges de biens, de services, de capitaux à une époque comme la nôtre qui participe à un effort extraordinaire en vue d'accroître le volume des échanges, par la création de marchés plus vastes, dépassant les limites nationales, par la suppression graduelle des barrières douanières, par une aide financière en faveur des pays pauvres.

Pour venir à bout d'une tâche aussi délicate que celle que l'auteur s'est proposée, il a fallu « se borner à l'essentiel » et malheureusement « négliger de nombreux aspects que présentent les échanges internationaux ». En soi, le choix des problèmes généraux soulevait de réelles difficultés que M. Albert Masnata a su maîtriser avec autorité.

Après avoir décrit dans une première partie « les éléments et les cadres » des échanges internationaux, l'auteur analyse dans une deuxième partie « les institutions et la politique de l'échange international ». A ce propos, il a très judicieusement distingué celles des institutions qui ont un caractère national, de celles qui ont un caractère international et dont le rôle s'accroît parallèlement au développement de l'intégration économique au niveau des continents, en attendant une solution vraiment internationale telle qu'elle s'inscrit dans les réalisations lointaines du GATT.

Dans une troisième partie, M. A. Masnata accorde une place de choix aux structures et à leur évolution. Il distingue cinq groupes de pays: ceux du « système soviétique, les pays à prédominance de production primaire ou insuffisamment développés, l'Europe occidentale, la Grande-Bretagne et son domaine, les Etats-Unis d'Amérique. »

Quant à « la structure des échanges et son évolution », elle permet à l'auteur de consacrer d'intéressants développements sur la répartition des échanges géographiques et par matières en recourant à d'abondantes statistiques officielles qui illustrent et appuient ses thèses. Les échanges de produits ne sauraient à eux seuls réaliser un équilibre parfait dans le temps et dans l'espace, sans l'intervention du mouvement international des capitaux et des investissements, des mouvements des hommes et des services, ce qui conduit tout naturellement à l'analyse des balances commerciales et des paiements.

Enfin, sous la dénomination très générale de « Problèmes d'ensemble », M. A. Masnata, riche de son expérience à la tête de l'Office suisse d'expansion commerciale, aborde les questions qui relèvent, d'une part, de la politique et de l'organisation économique internationale, d'autre part, du système général des échanges internationaux qu'il situe dans le cadre de la théorie économique.

Cet ouvrage est intéressant à plus d'un titre. L'auteur a fort bien su mettre en relief la complémentarité des économies et leur interdépendance, non seulement entre pays industrialisés, mais aussi et surtout entre ceux-ci et les pays non industrialisés. Il a porté l'accent sur les divergences de vue fondamentales qui existent entre marxistes et non-marxistes, tout particulièrement sur le plan des idées.

¹ ALBERT MASNATA: *Les échanges internationaux au XX^e siècle*. Editions générales S. A., Genève, 1961, 222 p.

M. Masnata consacre plusieurs pages aux théories contradictoires de l'échange international. En relevant que « la théorie, dite classique, des coûts comparés a été l'expression de l'observation des faits qui se produisaient à une certaine époque », il constate que « le libre-échange se trouvait justifié par cette théorie. (...) Personne ne peut nier que l'application classique de la théorie dite classique n'ait coïncidé avec une période de grand développement des échanges internationaux et même d'un développement économique des pays précédemment arriérés. Il arrive toutefois, avec ce schéma particulier des échanges du commerce international, ce qui est arrivé pour l'ensemble du système économique mondial, qu'on a cherché à rétablir, sur cette base, les premières années après la Première Guerre mondiale, mais qu'il n'était plus possible de réaliser, toutes conditions ayant changé. C'est la raison pour laquelle il n'est guère possible, de nos jours, de brandir la théorie dite classique des coûts comparés, comme seule base valable d'un système des échanges internationaux » (p. 200).

Ainsi M. A. Masnata n'a pas craint de soumettre à une analyse critique certaines théories classiques du commerce international afin de mettre en évidence, à la lumière des plus récentes expériences, ce qu'elles peuvent avoir de périmé.

Enfin, dans un paragraphe intitulé « Eléments de la dynamique internationale des échanges », l'auteur relève entre autre chose et avec à-propos, le rôle de l'entreprise privée dans le complexe des mouvements de marchandises et de capitaux. « L'entreprise privée qui constitue encore le rouage essentiel de l'économie de la plupart des pays du monde, peut contribuer considérablement à rétablir des courants d'échanges là où les principes de solidarité, respectivement d'interdépendance, sont contrecarrés. Il faut toutefois qu'elle puisse compter sur une rétribution du capital et une rentabilité minimum des entreprises. C'est dans ce sens que les besoins en capitaux des pays en voie de développement économique pourraient être couverts en premier lieu par un apport bilatéral des pays qui en disposent, sans que cela exclue des actions internationales » (p. 206).

La conclusion finale de cette étude trouve son expression dans une affirmation qui est bien dans la ligne de toute l'œuvre ici analysée: « Le marché mondial constitue une entité économique propre, soumise à des règles particulières, en vertu desquelles s'établit l'équilibre économique dans ce vaste espace, comme sur les marchés plus restreints. Qu'on choisisse des idées tirées de telle ou telle théorie de l'échange international, la classique ou la marxiste ou encore une autre, aucune ne peut faire abstraction, sans faillir à l'objectivité, de ce primordial critère d'un jugement à la fois scientifique et réaliste. » Tels sont quelques-uns des aspects essentiels de l'ouvrage de M. A. Masnata qui est appelé à être largement diffusé puisqu'une traduction allemande a déjà paru et qu'une traduction italienne est en préparation.

JEAN GOLAY.

Le Viet-minh¹

Le monde actuel connaît plusieurs pays scindés en deux par une ligne d'armistice plus ou moins arbitraire; le Viet-nam partage ce sort avec l'Allemagne, Israël, la Chine et la Corée.

La République démocratique du Viet-nam (RDV), connue aussi sous le nom de *Viet-minh*, occupe la partie nord du Viet-nam, voisinant avec la Chine dont l'importance politique

¹ BERNARD FALL: *Le Viet-minh, la République démocratique du Viet-nam, 1945—1960*, Librairie Armand Colin, Paris, 1960, 376 p.

ne cesse de grandir; Chou En-Laï, ne vient-il pas de prendre la défense de l'Albanie au Congrès du parti communiste d'URSS?

L'ouvrage de Bernard Fall, *Le Viet-minh*, préfacé par le professeur Paul Mus, est un document de premier ordre pour tous ceux qui s'intéressent à la politique, aux réalisations des pays communistes et aux méthodes employées par les démocraties populaires pour planter et asseoir leur régime. Bernard Fall nous dévoile la politique fort habile des leaders du Nord Viet-nam, et en lisant cet ouvrage, on ne peut s'empêcher de songer au *Prince de Machiavel*. On retrouve en effet, dans la lutte de Ho Chi-minh et dans la prise de pouvoir du parti communiste, des concepts et des méthodes que le secrétaire florentin préconisaient aux princes ambitieux, au début du xvi^e siècle déjà.

Il serait vain de vouloir résumer en quelques lignes le dense ouvrage de Bernard Fall, qui s'attache à nous décrire toute l'évolution du mouvement Viet-minh, de ses débuts jusqu'au stade actuel en passant par les différentes phases de la lutte de Ho Chi-minh.

L'auteur de l'ouvrage nous laisse un portrait saisissant de trois grandes personnalités Viet-minh. Le premier portrait est consacré, bien entendu, à *Ho Chi-minh*, « l'organisateur révolutionnaire de grande classe »¹ qui a pratiquement créé le régime de toutes pièces, qui « sait être impitoyable quand il le juge nécessaire pour le succès de la révolution, de sa révolution »² et qui « plongé dans un moule non communiste aurait fait les délices des salons politiques à la mode, avec son sourire fin, ses manières douces, son physique frêle »³. La deuxième personnalité, à laquelle l'auteur consacre plusieurs lignes, est *Vo Nguyen Giap*, docteur en droit avec une thèse d'économie politique, commandant en chef de l'Armée populaire vietnamienne qui infligea de lourdes défaites au Corps expéditionnaire français. « D'aucuns voient en Giap le vrai dauphin du régime »⁴, car il a toutes les qualités d'un chef d'Etat. Le dernier portrait, enfin, est consacré à *Hoang Quoc Viet*, « maintenant quinquagénaire, arborant une petite moustache à l'occidentale, qui peut se targuer, dans un régime dominé par les intellectuels, d'être un *vrai ouvrier* »⁵.

« La force est juste quand elle est nécessaire » écrivait Machiavel; les chefs de la RDV en ont pris conscience depuis longtemps, mais ils savent aussi qu'il existe de nombreux autres moyens pour arriver à leurs fins, comme nous le montre B. Fall dans son excellent ouvrage où il tente « d'examiner, de comprendre et d'expliquer — non de juger »⁶. *Le monde libre ferait bien de s'en souvenir, s'il veut éviter de nouveaux déboires!*

ANDRÉ HILFIKER.

Budgets enseignement et expansion économique⁷

Cette plaquette, rédigée par le comité directeur du Bureau du personnel scientifique et technique de l'OECE, résume une suite d'entretiens entre spécialistes de l'économie et des milieux universitaires tendant à définir les rapports existant entre l'expansion économique et les investissements consacrés à l'enseignement.

¹ *Op. cit.*, p. 36.

² *Op. cit.*, p. 35.

³ *Op. cit.*, p. 36.

⁴ *Op. cit.*, p. 183.

⁵ *Op. cit.*, p. 296.

⁶ *Op. cit.*, p. 14.

⁷ Organisation européenne de coopération économique — Bureau du personnel scientifique et technique: *Budgets enseignement et expansion économique*, 1960, 10 p.

Quatre problèmes figuraient à l'ordre du jour:

- l'incidence des investissements affectés à l'enseignement sur l'expansion économique;
- le rapport entre les investissements concernant le personnel hautement qualifié et les progrès économiques des pays en voie de développement;
- l'orientation à donner aux études économiques en vue de dégager les problèmes de politique en matière d'enseignement;
- l'opportunité d'une prochaine réunion entre économistes et responsables politiques afin d'étudier les problèmes de l'expansion économique, le rôle des investissements dans l'enseignement et la formation scientifique et technique.

Les participants ont admis que l'enseignement, dont le rôle est primordial au sein de la société, doit transcender les considérations d'ordre purement économique et s'adapter d'une manière permanente à l'évolution des institutions.

Les pays membres, jusqu'alors limités dans leur trésorerie, songent à étudier les rapports généraux et particuliers existant entre les investissements au titre d'enseignement et l'expansion économique. L'existence d'un lien de corrélation ne fait l'objet d'aucun doute, aussi ne serait-il pas plus urgent d'investir d'abord et apprécier ensuite? On ne prête qu'aux riches, dit-on, et souvent les budgets de publicité de nos entreprises, en se fondant sur le passé, freinent la conquête des marchés! En présence des besoins considérables en matière culturelle, le calcul du rendement optimum ne semble présenter aucune urgence. Le pourcentage élevé du revenu national consacré à l'enseignement et à la recherche n'est certainement pas étranger au développement si rapide de l'Union soviétique. Mieux encore, au-delà de purs motifs *économiques* qui expliquent l'importance croissante du budget de l'enseignement dans les dépenses des Etats, à savoir:

- l'application croissante des sciences et techniques à l'économie;
- les besoins futurs en personnel hautement qualifié;
- les demandes toujours plus nombreuses des pays en voie de développement en personnel technique et moyens d'enseignement;

ce sont des raisons *sociales* qui justifient de tels besoins, c'est-à-dire:

- la compréhension indispensable du monde contemporain;
- l'élévation des niveaux de vie;
- la poursuite de salaires élevés par le moyen d'une meilleure formation.

S'il n'y a de richesse que d'hommes, pourquoi ne pas *rétablissement l'ordre des valeurs en favorisant la promotion de l'individu davantage que son adaptation aux structures*? Les moyens appropriés à cet effet sont:

- l'intégration de la politique d'investissement en matière d'enseignement dans le cadre d'un effort économique général;
- l'établissement de statistiques de dépenses;
- la planification des programmes d'enseignement;

- la promotion d'une productivité plus élevée aux moyens déjà engagés;
- la coopération et l'échange d'expériences entre Etats.

Nous ne saurions trop recommander au lecteur la lecture de ce court rapport qui pose fort bien les problèmes de l'interdépendance entre la formation et le progrès économique.

J.-O. RODIEUX.

L'apport des systèmes de formation en ingénieurs et personnel scientifique¹

De ce second rapport de l'OECE, nous tirons les conclusions suivantes:

- De 1954 à 1958, les EU et le Canada ont réalisé des progrès supérieurs à ceux de l'Europe dans l'attribution de diplômes scientifiques et techniques.
- Il est nécessaire de créer, en Europe, un plus grand nombre d'établissements supérieurs et d'ouvrir de nouvelles possibilités d'emploi pour les femmes dont l'intérêt ne se porte, dans la majorité des cas, que sur les sciences naturelles.
- Les ressources en technologues « polyvalents » demandent à être développées dans la perspective d'une assimilation rapide des techniques d'avant-garde.
- En URSS, on constate une augmentation plus rapide du nombre des techniciens par rapport aux technologues. En revanche, l'effort considérable précédemment entrepris dans la formation de professeurs semble se ralentir. Peut-être, les programmes d'expansion parvenus à leur terme, oriente-t-on plutôt l'effort pédagogique vers les secteurs économiques prioritaires ?

Une série de statistiques complète cette étude, dont l'accent principal porte sur la confrontation « EU-URSS », sans négliger cependant l'aspect européen du problème: répartition des diplômes d'enseignement supérieur par disciplines, secteurs d'emploi et secteurs économiques — comparaison avec les effectifs en main-d'œuvre, avec la population totale, etc.

Ajoutons pour conclure l'intérêt qu'il y aura à suivre la troisième enquête internationale sur le personnel scientifique et technique, sous l'égide de l'OECE, portant sur les programmes et l'étude des aspects de l'enseignement secondaire qui en conditionnent la réalisation.

J.-O. RODIEUX.

Amérique latine — une troisième voie ?²

Dans cet excellent petit ouvrage, rapporté d'un récent voyage en Amérique latine, G. Friedmann se demande une fois encore si le grand sous-continent américain, qui assimile rapidement les techniques modernes, mais dont le fond est une ancienne culture indienne et européenne, saura trouver *une troisième voie, non capitaliste et non marxiste*? Il semble

¹ Organisation européenne de coopération économique — Bureau du personnel scientifique et technique : *L'apport des systèmes de formation en ingénieurs et personnel scientifique*, 1960, 32 p.

² GEORGES FRIEDMANN: *Signal d'une troisième voie? — Problèmes d'Amérique latine II*, Gallimard, Paris 1961, 136 p.

en effet à l'auteur, comme à de nombreux Sud-Américains, que ni le système « yankee », ni le communisme n'offrent de réelle solution au développement économique, à la promotion sociale et à la stabilité politique de l'Amérique latine. Les expériences mexicaines et plus récemment vénézuéliennes paraissent indiquer en tous les cas que les Latino-Américains s'efforcent de dégager par eux-mêmes cette troisième voie qui doit répondre aux aspirations économiques, mais aussi culturelles, des peuples.

Depuis 1959 cependant, une autre formule, plus vigoureuse, plus tranchée, s'est présentée : *celle de Cuba*. Elle a suscité de larges espoirs, d'une part parce qu'elle représentait la première résistance sérieuse à l'influence du grand voisin du Nord, et ensuite parce qu'elle avait apparemment brisé les forces conservatrices — armée, aristocratie terrienne, église — qui s'étaient opposées jusqu'ici à des réformes fondamentales. Cuba était en outre « l'électro-choc providentiel qui devait obliger Washington à reconsidérer toute sa politique à l'égard de l'Amérique latine », et l'on sait combien la révolution cubaine et l'échec de la contre-révolution, lancée depuis le sol des USA, ont pesé d'un grand poids dans les décisions qui ont conduit aux déclarations de Punta del Este.

La courte mais lucide étude de Friedmann porte en somme sur l'analyse des répercussions profondes de la révolution fidéliste, qui aurait pu montrer le chemin aux autres républiques en quête d'un système social rénové, et qui aurait permis à l'Amérique latine d'échapper à un choix simpliste entre les formules de l'Est et celles de l'Ouest. Malheureusement, l'aventure fidéliste, dans son évolution récente, prouve combien il est difficile d'échapper à ce choix. Largement sans doute par la faute des Etats-Unis, Cuba s'est jeté dans les bras communistes alors même que ses leaders n'étaient pas autrement tentés par les sirènes marxistes, au départ tout au moins. Ce n'est donc vraisemblablement pas de Cuba que partira cette « troisième voie » que Friedmann souhaite pour l'Amérique latine. Il faut donc pour le moment se contenter d'observer les options et les réalisations du Mexique de Mateos et du Venezuela de Betancourt, où les forces qui feront l'Amérique latine de demain sont les plus agissantes.

Saisissant les problèmes à l'échelle continentale, Friedmann propose un diagnostic précis sur l'état de ce grand corps en transes qu'est l'Amérique latine. On se réjouit de lire le prochain ouvrage que l'auteur sortira de presse en 1962 sur le même sujet.

P. GÖTSCHIN.

Cartographie de l'Afrique moderne¹

Il vient de sortir de presse une nouvelle carte de l'Afrique au 1 : 4.000.000, couvrant la partie Centre et Sud du continent.

Première de trois nouvelles cartes que Michelin consacrera à l'ensemble des pays africains, cette publication marque un pas très important dans la cartographie de l'Afrique. Les voyageurs y trouveront une synthèse remarquable des aspects routiers et touristiques du continent : *la circulation* — voies de communication, de la route asphaltée à la piste en terre battue, nature du sol, conditions de roulage, variations climatiques saisonnières, hydrographie et ses possibilités de transports (bacs, etc.), parcours pittoresques ; *les ressources*

¹ Carte Michelin Afrique (Centre et Sud), N° 155, échelle 1 : 4 000 000, Fr. 4.—. En vente chez Payot, Lausanne.

utiles aux voyageurs, du poste de ravitaillement d'essence aux parcs nationaux, aux hôtels, aux places de campements, etc.

Mais l'intérêt de cette carte, établie sur les bases les plus récentes, réside dans la foule d'*informations de caractère politique et économique* qu'elle fournit sur ce continent placé au premier plan de l'actualité. Citons, par exemple, la répartition des principales tribus et peuplades dans chaque pays africain; la localisation des ressources minérales exploitées; enfin, toutes les données relatives aux voies de communication (fluviales, ferroviaires, routières, aériennes) d'une importance primordiale dans des Etats en plein développement.

L'homme curieux de l'actualité, l'homme d'affaires comme le touriste, trouveront un grand intérêt à cette carte, dont la clarté, à laquelle les cartographes de Michelin ont voué tous leurs soins, n'est pas l'un des moindres attraits.

Revue internationale du Travail

(Paraît en trois éditions distinctes: française, anglaise, espagnole.)

Publiée mensuellement par le Bureau International du Travail, depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans les différents pays; des exposés documentaires, des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail; enfin, une rubrique bibliographique.

Prix du numéro: Fr. 2,40 suisses, abonnement annuel: Fr. 24.— suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du BIT sur demande adressée au Bureau International du Travail, Genève.

Articles sélectionnés

Formation des cadres

- D. K. DAVID: *Les objectifs d'une politique de formation des dirigeants*, Fondation Industrie-Université, Bruxelles, 1960.
H. DUBREUIL: « Les laissés-pour-compte de la promotion », *Jeune Patron*, juin 1961.
CH. GASSER: « Aperçus sur le développement de l'économie suisse et ses conséquences pour l'école », *Journal des Associations patronales*, août 1961.
A. GRANDPIERRE: « Les problèmes de l'éducation dans l'évolution actuelle », *Revue de la Société belge d'études et d'expansion*, mai-juin-juillet 1961.
M. HOLZER: « Formation professionnelle et mesures pour favoriser le recrutement de la main-d'œuvre en Suisse », *Revue de la Société belge d'études et d'expansion*, mai-juin-juillet 1961.
J. C. OPPENHEIMER: « Space activities: Implications for Education », *Looking Ahead*, NPA, juin 1961.
H. F. SMIDDY: *Le perfectionnement des dirigeants au sein de l'entreprise*, Fondation Industrie-Université, Bruxelles, 1960.

Problèmes de l'entreprise

- M. BARTHARÉS: « La participation des syndicalistes à l'action économique générale », *Jeune Patron*, juin 1961.
E. P. BILLETER: « Operations Research und Statistik », *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, juin 1961.
C. W. CHURCHMAN et R. L. ACKOFF: « Comptabilité opérationnelle et recherche opérationnelle », *Chefs d'entreprise*, août 1961.
G. G. FISCH: « Line-Staff is obsolete », *Harvard Business Review*, septembre-octobre 1961.
D. LINDON et D. LALOUX: « La recherche scientifique au service de la publicité », *Economie et Humanisme*, juillet-août 1960.
H. D. MILLS: « Marketing as a science », *Harvard Business Review*, septembre-octobre 1961.

- J. B. QUINN: « Long-range planning of industrial research », *Harvard Business Review*, juillet-août 1961.
- A. SAUVY: « Les perspectives d'accroissement du nombre des emplois en France d'ici 1975 », *Population*, avril-juin 1961.

Finances et banques

- F ASCHINGER: *Switzerland as a financial centre*, National Bank of Egypt, 1960.
- P. BARRE: « La Banque européenne d'investissement », *Revue du Marché commun*, juin 1961.
- F. ETZEL: « Finances publiques et haute conjoncture en République fédérale d'Allemagne », *Revue de la Société belge d'études et d'expansion*, mai-juin-juillet 1961.
- H. FORD II: « Stock-options are in the public interest », *Harvard Business Review*, juillet-août 1961.
- H. HEYMANN: « The Euro-Dollar Market », *Swiss Review of World Affairs*, janvier 1961.
- H. HORNEF: « U.S.-Aktienrecht als Vorbild », *Der Volkswirt*, 12 août 1961.
- A. L. JEUNE: « Le problème des mouvements de capitaux à court terme », *Banque*, juillet 1961.
- G. POTUT: « La querelle du gold exchange standard », *Banque*, août 1961.
- A. SAUVY: « Raymond Poincaré et la crise du franc », *Les Cahiers français*, janvier 1961.
- C. A. THANOS: « Types of central banks », *Economia Internazionale*, novembre 1960.
- L. B. YEAGER: « The Triffin Plan: Diagnosis, Remedy and Alternatives », *Kyklos*, n° 3/1961.
- BANQUE DE BRUXELLES: « Le financement à moyen terme des exportations et les pays de la Communauté économique européenne », *Bulletin*, juillet 1961.
- Bulletin financier suisse* : « Le franc suisse », 31 août 1961.
- DEUTSCHE BUNDES BANK: « The regional breakdown of the balance of payments for 1960 », *Monthly Report*, juin 1961.
- DEUTSCHE BUNDES BANK: « The new banking law », *Monthly Report*, août 1961.
- FIRST NATIONAL CITY BANK: « Reviewing the U.S. financial system », *Monthly Letter*, juillet 1961.
- SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE: « L'or et la liquidité internationale », *Bulletin*, août 1961.
- World Bank : « Loans at work », mars 1961.

Economie européenne

- E. F. ASCHINGER: « The Neutrals and the Common Market », *Swiss Review of World Affairs*, septembre 1961.
- B. BALASSA: « Economics of scale in the European Common Market », *Economia Internazionale*, mai 1961.
- CL. BOURILLON: « La Banque européenne d'investissement », *Banque*, août 1961.
- F. E. FIGGURES: « Méthodes d'organisation d'un Marché commun », *Revue de la Société belge d'études et d'expansion*, mai-juin-juillet 1961.
- A. HOLMBERG: « Restrictive practices and commercial policy in the Common Market », *Skandinaviska Banken Quarterly Review*, avril 1961.
- A. LOREDAY: « Disunited Europe », *Progress*, août 1961.
- A. PIETTRE: « Vocation de l'Europe », *Chefs d'entreprise*, août 1961.
- BARON SNOY ET D'OPPUERS: « The problems of integration and the lessons to be drawn from the Benelux experiment », *Rotterdamsche Bank Review*, juin 1961.
- L. TOMIC-SORING: « Dilemmes et perspectives de l'intégration », *Revue de la politique internationale*, Belgrade, juillet 1961.
- G. WINTERBERGER: « Die Stellung der Schweiz zur Europäischen Integration », *Apxeion*, Athènes, juillet-septembre 1961.
- Journal des Associations patronales* : « Les ententes dans le Marché commun », 24 août et 1^{er} septembre 1961.

Pays en voie de développement

- R. L. ALLEN: « Integration in less developed areas », *Kyklos*, n° 3/1961.
- J. APERTET: « De nouvelles sources d'énergie pour les pays insuffisamment développés », *Tiers-Monde*, janvier-mars 1961.
- R. BALSIGER: « La Suisse et les pays en voie de développement », *Bulletin de Documentation économique*, août 1961.
- M. P. BANTON et D. G. M. DOSSER: « The balance between social and economic development in Africa south of the Sahara », *Information*, Conseil international des sciences sociales, juin 1961.
- J. BARANSON: « New technologies for emerging economies », *Harvard Business Review*, juillet-août 1961.

- P. BELLON: « Marine marchande et pays en voie de développement économique », *Revue économique*, juillet 1961.
- P. BOREL: « Quelques réflexions sur les modèles de développement », *Développement et civilisations*, avril-juin 1961.
- Sir SYDNEY CAINE: « La funzione della politica monetaria nei paesi sottosviluppati », *Bancaria*, juillet 1961.
- S. GHOSH: « Monetary Control in an underdeveloped economy », *Economia Internazionale*, novembre 1960.
- M. HUBENY: « Financement des pays sous-développés », *Revue de la Politique internationale*, Belgrade, juillet 1961.
- E. E. JUDLER-FLEETWOOD: « La politica monetaria e finanziaria di taluni paesi africani », *Bancaria*, juin 1961.
- B. NICOSIA: « Sviluppo economico e capitali esteri nei paesi africani », *Bancaria*, juin-juillet-août 1961.
- S. L. SHARMA: « Development of Industries in Backward Areas », *Kurukshetra*, New Delhi, mai 1961.
- Bulletin de la Communauté économique européenne* : « La conférence de l'Assemblée parlementaire européenne et des Parlements des Etats africains et malgaches », juillet-août 1961.
- Focus* : « Peru », juin 1961.
- Revue du Marché commun* : « Urgence d'une association des nouveaux Etats africains et de la CEE », juillet-août 1961.
- Revue internationale du Travail* : « La sécurité sociale en Afrique au sud du Sahara », septembre 1961.
- Statistiques et Etudes financières*: « La Caisse centrale de coopération économique », juin 1961.

Développement régional

- Productivité européenne (AEP)* : « Développement régional », n° 38, printemps-été 1961.
- WESTMINSTER BANK LTD.: *Establishing a business in the United Kingdom*, septembre 1961.
- *Establishing a Business in Northern Ireland*, juin 1961.
- *Establishing a Business in the Republic of Ireland*, juillet 1961.

Agriculture

- A. DUBLY: « L'analyse en vue du développement agricole », *Développement et Civilisations*, avril-juin 1961.
- L. SCHRÖDER: « Die grüne Offensive », *Der Volkswirt*, 22 juillet 1961.
- B. C. SWERLING: « Some interrelationships between agricultural trade and economic development », *Kyklos*, n° 3/1961.
- Revue du Marché commun* : « Le soutien des prix agricoles en Grande-Bretagne », juillet-août 1961.
- SWISS BANK CORPORATION: « Agriculture -World Problem Number one », *Prospects*, août 1961.

Divers

- A. K. CAIRNCROSS: « International trade and economic development », *Economica*, août 1961.
- A. GARIN: « Pourquoi le solde des PTT dans la balance suisse des revenus est-il passif ? », *Revue des PTT*, septembre 1961.
- C. L. HARRISS: « Deux problèmes économiques des Etats-Unis d'Amérique en 1961 », *Revue de la Société belge d'études et d'expansion*, mai-juin-juillet 1961.
- L. H. KEYSERLING: « La croissance économique américaine de 1953 à 1960 et les perspectives d'avenir », *Revue de la Société belge d'études et d'expansion*, mai-juin-juillet 1961.
- G. MATHIEU: « Allons-nous vers une économie des loisirs ? » *Revue économique franco-suisse*, n° 2/1961.
- J. L. MEREDITH: « Long-term unemployment in the United States », *Monthly Labor Review*, juin 1961.
- D. M. PHELPS: « Soviet Marketing – Stronger than we think », *Harvard Business Review*, juillet-août 1961.
- Bulletin technique de la Suisse romande* : « Interdépendance de l'économie et de la technique », 9 septembre 1961.
- KREDIETBANK: « Le phénomène suisse », *Bulletin hebdomadaire*, 22 juillet 1961.
- Revue internationale du travail* : « La population de l'URSS », septembre 1961.
- SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE: « L'infiltration étrangère en Suisse – un problème national », *Bulletin*, juin 1961.
- Swiss Review of World Affairs* : « East-West Trade in Europe », avril 1961.
- « The Soviet East European economy », février 1961.
- « The new Soviet Party Program », septembre 1961.